

SAMIR AMIN

Libérer l'agriculture de la rente ponctionnée par les monopoles financiers

Le capitalisme contemporain est un capitalisme de monopoles généralisés. J'entends par là que les monopoles constituent désormais non plus des îles (fussent-elles importantes) dans un océan de firmes qui ne le sont pas – et qui, de ce fait, sont encore relativement autonomes – mais un système intégré et que, de ce fait, ces monopoles contrôlent désormais étroitement l'ensemble de tous les systèmes productifs. Les petites et moyennes entreprises, et même les grandes entreprises qui ne relèvent pas elles-mêmes de la propriété formelle des ensembles oligopolistiques concernés – sont enfermées dans des réseaux de moyens de contrôle mis en place en amont et en aval par les monopoles. Leur marge d'autonomie s'est rétrécie de ce fait comme une peau de chagrin. Ces unités de production sont devenues des sous-traitants des monopoles. Ce système des monopoles généralisés est le produit d'une étape nouvelle de la centralisation du capital dans les pays de la triade (les Etats Unis, l'Europe occidentale et centrale, le Japon) qui s'est déployée au cours des années 1980 et 1990.

Simultanément ces monopoles généralisés dominent l'économie mondiale. La « mondialisation » est le nom qu'ils ont eux-mêmes donné à l'ensemble des exigences par lesquelles ils exercent leur contrôle sur les systèmes productifs des périphéries du capitalisme mondial (le monde entier au-delà des partenaires de la triade). Il ne s'agit de rien d'autre que d'une étape nouvelle de l'impérialisme.

Le capitalisme des monopoles généralisés et mondialisés constitue un système qui assure à ces monopoles la ponction d'une rente de monopole prélevée sur la masse de la plus value (transformée en profits) que le capital extrait de l'exploitation du travail. Dans la mesure où ces monopoles opèrent dans les périphéries du système mondialisé cette rente de monopole devient une rente impérialiste. Le procès d'accumulation du capital – qui définit le capitalisme dans toutes ses formes historiques successives – est, de ce fait, commandé par la maximisation de la rente monopolistique/impérialiste.

La modernisation de l'agriculture du Sud par la « voie capitaliste » est-elle possible et souhaitable ?

Plaçons-nous dans l'hypothèse d'une stratégie de développement de l'agriculture cherchant à reproduire systématiquement au Sud le parcours qui a produit l'agriculture familiale moderne du Nord. On imaginera facilement alors qu'une vingtaine (ou une cinquantaine) de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires (en les enlevant aux économies paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols) et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non

compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux-mêmes, tant bien que mal, et plutôt mal pour le tiers d'entre eux ? A l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une croissance continue de 7 % l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fut-ce le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillée, et de milliards d'êtres humains « en trop ».

Nous sommes donc parvenus au point où pour ouvrir un champ nouveau à l'expansion du capital (« la modernisation de la production agricole ») il faudrait détruire – en termes humains – des sociétés entières. Vingt ou cinquante millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante ou deux cents millions d'êtres humains avec leurs familles) d'un côté, trois milliards d'exclus de l'autre. La dimension créatrice de l'opération ne représente plus qu'une goutte d'eau face à l'océan des destructions qu'elle exige. J'en conclus que le capitalisme est entré dans sa phase sénile descendante ; la logique qui commande ce système n'étant plus en mesure d'assurer la simple survie de la moitié de l'humanité. Le capitalisme devient barbarie, invite directement au génocide. Il est nécessaire plus que jamais de lui substituer d'autres logiques de développement, d'une rationalité supérieure.

Alors, que faire ?

Le moment nous offre l'occasion historique d'aller bien plus loin ; il impose comme seule réponse efficace une radicalisation audacieuse dans la formulation d'alternatives capables de faire passer les travailleurs et les peuples à l'offensive, de mettre en déroute la stratégie de guerre de l'adversaire. Ces formulations, fondées sur l'analyse du capitalisme contemporain réellement existant, doivent regarder en face l'avenir à construire, et tourner le dos aux nostalgies du passé et aux illusions identitaires ou consensuelles.

Socialiser la propriété des monopoles

L'efficacité de la réponse alternative nécessaire exige la remise en cause du principe même de la propriété privée du capital des monopoles. Proposer de « réguler » les opérations financières, de restituer aux marchés leur « transparence » pour permettre aux « anticipations des agents » d'être « rationnelles », définir les termes d'un consensus sur ces réformes, sans abolir la propriété privée des monopoles, ce n'est rien d'autre que jeter de la poudre aux yeux des publics naïfs. Car on invite alors les monopoles eux-mêmes à « gérer » ces réformes, contre leur intérêt propre, en ignorant qu'ils conservent mille et un moyens d'en contourner les objectifs. L'objectif du projet alternatif doit être d'inverser la direction de l'évolution sociale (du désordre social) produite par les stratégies des monopoles, d'assurer l'emploi maximal et de le stabiliser, de garantir des

salaires convenables en croissance parallèle à celle de la productivité du travail social. Cet objectif est tout simplement impossible sans exproprier le pouvoir des monopoles.

Les monopoles sont des ensembles institutionnels qui doivent être gérés selon les principes de la démocratie, en conflit frontal avec ceux qui sacralisent la propriété privée. Bien que l'expression de « biens communs », importé du monde anglo-saxon, soit par elle-même toujours ambiguë parce que déconnectée du débat sur le sens des conflits sociaux (le langage anglo-saxon veut ignorer délibérément la réalité des classes sociales), on pourrait à la rigueur l'invoquer ici en qualifiant les monopoles précisément de « biens communs ». L'abolition de la propriété privée des monopoles passe par leur nationalisation. Cette première mesure juridique est incontournable. Mais l'audace consiste ici à proposer des plans de socialisation de la gestion des monopoles nationalisés et à promouvoir des luttes sociales démocratiques qui engagent sur cette longue route.

Je donnerai ici un exemple concret de ce que pourraient être ces plans de socialisation.

Les agriculteurs « capitalistes » (ceux des pays capitalistes développés) comme les agriculteurs « paysans » (en majorité au Sud) sont tous prisonniers en amont des monopoles qui leur fournissent les intrants et le crédit, en aval de ceux dont ils dépendent pour la transformation, le transport et la commercialisation de leurs produits. De ce fait ils ne disposent d'aucune autonomie réelle dans la prise de leurs « décisions ». De surcroît les gains de productivité qu'ils réalisent sont pompés par les monopoles qui les réduisent au statut de « sous-traitants » de fait. Quelle alternative ?

Il faudrait pour cela substituer aux monopoles concernés des institutions publiques dont une loi-cadre fixerait le mode de constitution des directoires. Ceux-ci seraient constitués par des représentants : (i) des paysans (les intéressés principaux) ; (ii) des unités d'amont (usines de fabrication des intrants, banques) et d'aval (industries agro-alimentaires, chaînes de distribution) ; (iii) des consommateurs ; (iv) des pouvoirs locaux (intéressés par l'environnement naturel et social – écoles, hôpitaux, urbanisme et logements, transports) ; (v) de l'Etat (les citoyens). Les représentants des composantes énumérés ici seraient eux-mêmes choisis selon des procédures cohérentes avec leur mode propre de gestion socialisée, puisque par exemple les unités de production d'intrants seraient elles-mêmes gérées par des directoires composites associant les travailleurs directement employés par les unités concernées, ceux qui sont employés par des unités de sous-traitance etc. On devrait concevoir ces constructions par des formules qui associent les cadres de gestion à chacun de ces niveaux, comme les centres de recherche scientifique et technologique indépendants et appropriés.

Il s'agit donc de formules institutionnelles beaucoup plus complexes que ne le sont celles de « l'autogestion » ou de la « coopérative » telles que nous les connaissons. Il s'agit de formules à inventer qui permettraient l'exercice d'une démocratie authentique dans la gestion de l'économie, fondée sur la négociation ouverte entre les parties prenantes. Une formule qui associe donc

systématiquement démocratisation de la société et progrès social, en contrepoint de la réalité capitaliste qui dissocie la démocratie – réduite à la gestion formelle de la politique – des conditions sociales – abandonnées à ce que le « marché », dominé par le capital des monopoles, produit. Alors et alors seulement on pourrait parler de transparence authentique des marchés, régulés dans ces formes institutionnalisées de la gestion socialisée. La procédure proposée abolit le pouvoir par lequel les monopoles exploitent les travailleurs et les sous-traitants, par le moyen du système de prix qu'ils imposent. Elle lui substitue un pouvoir social solidaire, un système de prix authentiquement justes, fondé sur un taux de profit égal pour tous. Le système permet donc « un autre développement » plus efficace et plus rationnel parce qu'il répond aux choix collectifs de la société, entraînant l'ensemble du système productif dans le progrès, écartant les destructions propres au capitalisme des monopoles. Le système ouvre ce modèle de capitalisme d'Etat à une évolution commandée par la perspective socialiste ; il pourrait donc être considéré comme la forme de « marché socialiste » nécessaire à cette étape. Evidemment la procédure implique l'abolition du principe de la maximisation de la valeur actionnariale, qui est le principe fondateur de la financiarisation au service exclusif des monopoles généralisés.

L'exemple choisi pourrait paraître marginal dans les pays capitalistes développés du fait que les agriculteurs n'y représentent qu'une très faible proportion des travailleurs (3 à 7 %) Par contre cette question est centrale dans les pays du Sud dont la population rurale restera importante encore longtemps. Ici l'accès à la terre, qui doit être garanti à tous (avec la moindre inégalité possible dans cet accès) s'inscrit dans les principes fondamentaux de l'option en faveur d'une agriculture paysanne (je renvoie ici à mes développements plus fournis sur la question). Mais dire « agriculture paysanne » ne doit pas être compris comme synonyme d'« agriculture stagnante » (voire « réserve folklorique »). Et le progrès nécessaire de cette agriculture paysanne exige certaines « modernisations » (même si ce terme est impropre car il suggère immédiatement à beaucoup la modernisation par le capitalisme). Des intrants plus efficaces, des crédits, un écoulement convenable des productions sont nécessaires pour donner du sens à l'amélioration de la productivité du travail paysan. Les formules proposées poursuivent l'objectif de permettre cette modernisation par des moyens et dans un esprit « non capitalistes », c'est-à-dire s'inscrivant dans une perspective socialiste.

Evidemment l'exemple concret choisi ici n'est pas le seul dont il faudrait imaginer l'institutionnalisation. Les nationalisations/socialisations de la gestion des monopoles de l'industrie et des transports, celles des banques et des autres institutions financières devraient être imaginées dans le même esprit, mais en tenant compte pour la constitution de leurs directoires de la spécificité de leurs fonctions économiques et sociales. Encore une fois ces directoires devraient associer les travailleurs de l'entreprise et ceux des sous-traitants, les représentants des industries d'amont, les banques, les institutions de recherche, les consommateurs, les citoyens.

La nationalisation/socialisation des monopoles répond à une exigence fondamentale, qui constitue l'axe du défi auquel les travailleurs et les peuples sont confrontés dans le capitalisme

contemporain des monopoles généralisés. Elle seule permet de mettre un terme à l'accumulation par dépossession qui commande la logique de la gestion de l'économie par les monopoles.

Dans les propositions que j'ai faites je demeure respectueux de l'obligation dans laquelle nous trouvons de partir du présent, et en particulier des formes de la « grande production ». Les modalités de réorganisation sociale proposées poursuivent un seul objectif : abolir le contrôle du capital (aujourd'hui des monopoles généralisés) sur ces productions et amorcer la substitution de formes de gestion fondées sur la démocratie et la négociation associant les partenaires dans la division du travail poussée des temps modernes. Cette formule n'a pas l'ambition de définir ce que pourrait être la constitution organique du communisme à venir. Elle répond simplement au défi immédiat : amorcer la sortie du capitalisme par la construction d'une première étape de la longue transition socialiste. Ce socialisme est encore à peine sorti des « entrailles du capitalisme », comme Marx le dit ; et la formule en porte les traces. Néanmoins, fondée sur l'abolition de la propriété des monopoles capitalistes, elle constitue ce que j'appelle une avancée révolutionnaire qui, par les débats démocratiques qu'elle ouvre, prépare le terrain pour d'autres avancées ultérieures sur la longue route au communisme

(extraits de Samir Amin, *L'implosion du capitalisme contemporain* ;ed Delga, Paris 2012)

English : extracts from Samir Amin, *The implosion of Capitalism*; MR and Pluto, 2014;

Pages 15/16 and 91/105